



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du mardi 9 avril 2024

Nombre de membres en exercice : 27  
Nombre de présents : 17  
Nombre de votants : 22

Date de la convocation : 29 mars 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le neuf avril à quatorze heures, les membres de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de la Maison des Initiatives et des Services, 22-24 rue Dubois-Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Monsieur Patrice BROUHARD.

Présents :

M. Alain BOMPARD (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Pierre FROC (Marennes-Hiers-Brouage), M. Richard GUERIT (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Philippe LUTZ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Philippe MOINET (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Michelle PIVETEAU (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-le-Chapus), M. Philippe BIARD (Bourcefranc-le-Chapus), Mme Patricia PARIS (Bourcefranc-le-Chapus), M. Guy PROTEAU (Bourcefranc-le-Chapus), M. Patrice BROUHARD (Le Gua), M. Stéphane DELAGE (Le Gua), Mme Ghislaine LE ROCHELEUIL-BEGU (Saint Just Luzac), M. Jean-Pierre MANCEAU (Saint Just Luzac), M. François SERVENT (Nieulle sur Seudre), M. Joël PAPINEAU (Saint Sornin)

Absents excusés ayant donné un pouvoir :

Mme Sabrina HUET (Bourcefranc-le-Chapus) : pouvoir à M. Philippe BIARD (Bourcefranc-le-Chapus), Mme Béatrice ORTEGA (Le Gua) : pouvoir à M. Stéphane DELAGE (Le Gua), Mme Frédérique LIEVRE (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Martine FARRAS (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Ingrid CHEVALIER (Nieulle sur Seudre) : pouvoir à M. François SERVENT (Nieulle sur Seudre), M. Jean-Marie PETIT (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à M. Patrice BROUHARD (Le Gua)

Absents excusés :

M. Jean-Louis BERTHÉ (Bourcefranc-le-Chapus), M. Jean-Lou CHEMIN (Saint Just Luzac), Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage)

Absents :

M. Joël CHAGNOLEAU (Le Gua)

Secrétaire de séance : M. François SERVENT

Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat avec volet Politique du logement  
Renouvellement Urbain (OPAH-RU) – Etude de dossiers et du cadre de vie

Par délibération du Conseil Communautaire du 23 juin 2021, la Communauté de Communes du Bassin de Marennes a décidé d'engager, en partenariat avec l'Etat et l'ANAH, une Opération Programmée d'Amélioration

de l'Habitat avec volet Renouvellement Urbain. Entrée en vigueur le 1er juillet 2022, l'OPAH communautaire dure cinq ans.

En accordant des subventions aux propriétaires occupants et bailleurs privés, l'OPAH communautaire vise à aider les propriétaires pour les travaux d'adaptation du logement au vieillissement ou au handicap et de lutte contre la précarité énergétique, l'habitat indigne et très dégradé.

#### LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Vu la délibération du conseil communautaire du 23 juin 2021, actant le lancement de l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) 2022-2026 ;

Vu la convention OPAH-RU passée avec l'ANAH couvrant la période du 1er juillet 2022 au 31 mai 2026 ;

Vu la notification du marché de suivi-animation passé avec le cabinet SOLIHA Charente-Maritime Deux-Sèvres, en date du 03 mai 2022 ;

Vu le dossier présenté par le cabinet SOLIHA Charente-Maritime Deux-Sèvres chargé du suivi et de l'animation du programme habitat sur le territoire figurant sur le tableau récapitulatif joint à la présente délibération ;

Après avoir entendu l'exposé du Président et après en avoir délibéré,

#### DECIDE

- De valider l'engagement financier de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes tel qu'indiqué dans le tableau récapitulatif joint en annexe ;
- D'autoriser le versement de la subvention au bénéficiaire, à réception du dossier complet transmis par SOLIHA ;
- D'autoriser Monsieur le Président à signer tout document afférent.

#### ADOpte A L'UNANIMITE

Pour : 22

Contre : 0

Abstention : 0

Pour extrait conforme au registre des délibérations

Le Président  
Patrice BROUHARD



Le Secrétaire de séance  
François SERVENT



La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité.